

# Communiqué de Presse du Conseil d'Etat

---

4 novembre 2010

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Soutien aux victimes des inondations au Pakistan.....	4
Genève-Confédération .....	5
Genève s'oppose au financement cantonal du matériel de protection civile .....	5
Genève .....	6
Condoléances adressées à la famille de Mme Ruth Fayon .....	6
Condoléances adressées à la famille de M. Georges Haldas .....	6
Aide au sport : nouveau règlement, nouvelle commission et répartition annuelle des bénéfices .....	6
Taxes et émoluments du service du commerce : modifications adoptées .....	7
Plan-les-Ouates : déclassement du secteur « Les Sciers » en vue d'accueillir quelque 350 nouveaux logements.....	7
Déclassement en vue d'améliorer les conditions d'accueil des élèves des écoles du parc Geisendorf .....	8
Appels d'offres de l'Etat soumis à des critères de développement durable .....	8
Adoption du contrat de prestations 2011-2014 avec la Société des mouettes genevoises .....	9
Sujets cantonaux soumis au scrutin populaire le 13 février 2011.....	9
Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Confignon.....	10
Nominations.....	11
Agenda des invitations à la presse .....	12

# Genève internationale

---

## **Soutien aux victimes des inondations au Pakistan**

Le canton de Genève a décidé d'apporter une aide humanitaire de 200'000 francs pour soutenir des interventions d'urgence menées par [Handicap international Suisse \(HI\)](#) au Pakistan suite aux graves inondations survenues cet été, les plus importantes subies par le pays depuis 80 ans.

Le financement, provenant du fonds de la solidarité internationale, permettra d'élargir les activités humanitaires de HI dans la province du Khyber Pashtukhaw afin de garantir l'accès à l'eau potable à près de 100'000 personnes et d'améliorer leur environnement sanitaire (déblayage, assainissement, réparations). De plus, il contribuera à mettre en place une distribution de kits d'hiver, destinés en particulier à 3000 familles en situation de vulnérabilité (personnes en situation de handicap, familles dont le chef est un enfant, femmes enceintes).

Handicap international est présent au Pakistan depuis 2005.

*Pour toute information complémentaire : Mme Susana Simoes Abbasi, chargée de projets, service de la solidarité internationale, DSPE, ☎ 022 388 15 44.*

## **Genève s'oppose au financement cantonal du matériel de protection civile**

Le Conseil d'Etat a pris connaissance des résultats de la consultation relative à la révision partielle de la [loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile](#) et réagit à l'adjonction d'un article relatif au financement du matériel de protection civile, lequel n'a pas été soumis à l'analyse des cantons.

Le projet de révision partielle mis en consultation par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) vise principalement à optimiser deux domaines de la protection civile, à savoir l'instruction du personnel et les ouvrages de protection.

Le 19 mai dernier, le Conseil d'Etat a informé M. Ueli Maurer, conseiller fédéral chargé du DDPS, qu'il était globalement favorable aux modifications envisagées. A l'instar des prises de position d'autres cantons, il a également fait part de son souhait de voir la Confédération se réengager au niveau du financement du matériel de protection civile.

Suite à la procédure de consultation, le DDPS a amendé le projet de loi et ajouté une disposition qui prévoit que les cantons sont responsables du matériel d'intervention et de l'équipement personnel de la protection civile. Ce principe va à l'encontre des vœux émis par la plupart des cantons et a été soustrait aux commentaires de ces derniers, du fait de son insertion après le processus de consultation.

Dans son courrier de ce jour adressé à M. Maurer, le Conseil d'Etat fait part de son opposition à cette nouvelle disposition. En ce sens, il rejoint la Conférence des responsables cantonaux des affaires militaires, de la protection de la population et de la protection civile, qui a également réagi de manière négative à ce procédé.

*Pour tout complément d'information : M. Jérôme Felley, directeur du service de la sécurité civile, DIM,  
☎ 022 727 02 10.*

---

## Condoléances adressées à la famille de Mme Ruth Fayon

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à la famille de Mme Ruth Fayon, décédée dans la nuit du 30 au 31 octobre dernier.

Ruth Fayon a consacré de nombreuses années de sa vie à témoigner de la Shoah dans les écoles genevoises. Arrêtée à Prague en 1942 alors qu'elle était adolescente, elle fut déportée à Theresienstadt, Auschwitz et Bergen-Belsen, d'où elle a été libérée par l'armée britannique.

---

## Condoléances adressées à la famille de M. Georges Haldas

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à la famille de M. Georges Haldas, écrivain et poète, décédé le 24 octobre dernier.

Le gouvernement gardera de lui le souvenir d'un homme ouvert aux autres et d'un remarquable chroniqueur de la vie quotidienne genevoise. On pouvait le croiser dans les cafés de la ville, où il a écrit de nombreux ouvrages, comme la *Légende des cafés* et la *Légende du football*.

---

## Aide au sport : nouveau règlement, nouvelle commission et répartition annuelle des bénéfices

Le Conseil d'Etat a adopté un nouveau règlement sur l'aide au sport. Celui-ci apporte une réponse aux manquements constatés dans l'ancien règlement par la Cour des comptes dans son [rapport du 30 septembre 2010 concernant l'audit de gestion relatif à la commission cantonale d'aide au sport \(CCAS\)](#).

Le nouveau règlement fixe ainsi les modalités de définition par la CCAS de critères pour l'octroi de soutiens financiers. Il définit clairement les différentes catégories de bénéficiaires et de type d'attribution et clarifie les rôles et responsabilités du Conseil d'Etat et de la CCAS. Le règlement élargit à treize membres la composition de la CCAS en y incluant des représentants de l'Etat. Enfin, il attribue 10% du montant annuel perçu par l'Etat de Genève pour l'aide au sport à une réserve pour des aides exceptionnelles dans le domaine sportif.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a arrêté la répartition annuelle du montant du bénéfice de la Loterie romande attribué au sport genevois, soit un sixième du montant total attribué au canton. Le montant attribué en 2010 au sport – après déduction des frais et des soutiens aux projets intercantonaux – est de 4,017 millions de francs. Ce montant est réparti entre les jeunes talents sportifs, les clubs et associations, les organisateurs de manifestations sportives et les communes qui font part d'une demande.

Pour la répartition de cette aide au sport, le Conseil d'Etat s'appuie sur le travail préparatoire effectué par la commission cantonale d'aide au sport (CCAS), qui a été renouvelée conformément au nouveau règlement. La volonté du Conseil d'Etat est de diversifier la représentation des divers milieux sportifs et d'y inclure des représentants de l'administration, comme c'est le cas pour l'autre organe de répartition cantonal de la Loterie romande. La commission sera désormais assortie d'une présidence occupée par le président sortant, M. Daniel Genecand, et par le vice-président, M. Laurent Barbaresco, directeur administratif et financier de l'office de la jeunesse.

*Pour toute information complémentaire : M. Serge Baehler, secrétaire général adjoint, DIP, ☎ 022 546 69 17.*

---

### **Taxes et émoluments du service du commerce : modifications adoptées**

Afin de donner suite dans les meilleurs délais aux recommandations de la Cour des comptes contenues dans son [rapport du 30 septembre 2010](#) concernant l'audit de légalité et de gestion relatif au service du commerce, le Conseil d'Etat a modifié le [règlement d'exécution de la loi sur la restauration, le débit de boissons et l'hébergement \(RRDBH\)](#) et le [règlement concernant les spectacles et divertissements \(RSD\)](#).

Concrètement, ces modifications réglementaires visent tout d'abord à procéder à une indexation, basée sur l'augmentation du coût de la vie, des taxes et émoluments prévus par le RRDBH et le RSD, dont certains n'ont pas été indexés depuis 1989. Elles visent également à adapter diverses normes à la réalité du terrain, notamment s'agissant de la règle relative au nombre limité d'établissements pouvant être exploités par une même personne physique, en vue d'améliorer la gestion professionnelle des établissements publics ainsi que le respect de l'interdiction légale de tout prête-nom.

*Pour toute information complémentaire : M. Jacques Folly, directeur du service du commerce, DARES, ☎ 022 388 39 26.*

---

### **Plan-les-Ouates : déclassement du secteur « Les Sciers » en vue d'accueillir quelque 350 nouveaux logements**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones à Plan-les-Ouates, aux lieux-dits « Le Sapay » et « Le Trembley », en vue de créer une zone de développement 3, une zone de jardins familiaux, une zone de verdure et une zone de bois et forêts. Le périmètre concerné se situe entre la limite communale de Plan-les-Ouates, le sentier de la Bataille et la route de Saconnex-d'Arve. Le projet correspond à la mise en œuvre, sur le secteur « Les Sciers », du plan directeur de quartier (PDQ) « La Chapelle-Les Sciers ».

Ce projet de loi rendra possible la réalisation d'environ 350 logements ainsi que le relogement des jardins familiaux actuellement situés au nord du chemin de L'Essartage. Il permettra également de compenser les défrichements rendus nécessaires par la construction de l'autoroute existante en mettant à disposition des terrains récemment boisés. Quant à la zone de verdure, elle prolongera celle créée en 2005 entre la route de Saconnex-d'Arve et le quartier des Palettes et permettra de garantir la continuité des liaisons mixtes, piétonnières et cyclables.

Le PDQ « La Chapelle-Les Sciers » a été approuvé par les communes de Plan-les-Ouates et Lancy, respectivement les 31 mai et 24 avril 2007, puis adopté par le Conseil d'Etat le 27 juin de la même année. Ce secteur correspond à l'un des neuf périmètres d'aménagement coordonné retenus afin de réaliser des extensions urbaines sur la zone agricole, en périphérie d'agglomération.

L'enquête publique ouverte du 27 juillet au 9 septembre 2009 a donné lieu à quelques observations. Le Conseil municipal de Plan-les-Ouates a, quant à lui, préavisé favorablement ce projet le 22 juin 2010.

*Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.*

---

## **Déclassement en vue d'améliorer les conditions d'accueil des élèves des écoles du parc Geisendorf**

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones au parc Geisendorf, sur le territoire de la Ville de Genève. Le périmètre concerné se trouve au sein même du parc Geisendorf, entre les rues de Lyon, de la Poterie, Liotard et Lamartine. Il est composé de parcelles d'une superficie totale de 22'365 m<sup>2</sup>, en grande majorité propriété de la Ville de Genève. Ces parcelles sont actuellement situées en zone 5 (zone résidentielle destinée aux villas) à l'exception d'un petit secteur au sud, situé en zone de verdure.

Ce déclassement de zone vise à améliorer les conditions d'accueil des élèves des trois écoles du parc Geisendorf qui, aujourd'hui, sont considérées comme très problématiques étant donné la forte augmentation des besoins de prise en charge hors des heures d'enseignement. L'objectif consiste à créer une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public, afin de permettre la construction rapide d'un nouveau pavillon. Ce dernier abritera un restaurant scolaire et des locaux parascolaires dans le secteur de la villa Lamartine. Cette construction vétuste et inadaptée aux besoins actuels devra d'ailleurs être démolie. Le projet permettra également, à plus long terme, de réaliser un ou plusieurs équipements de quartier aux abords de la rue Liotard.

Ce projet de loi permettra ainsi de mettre en conformité les constructions scolaires déjà existantes avec la zone à bâtir adéquate et offrira en outre les surfaces nécessaires aux futures constructions. Par ailleurs, il augmentera légèrement la superficie de la zone de verdure existante et n'aura donc pas de réelle incidence pour les nombreux usagers du parc.

L'enquête publique ouverte du 15 février au 17 mars 2010 n'a donné lieu à aucune observation. Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement ce projet le 14 septembre 2010.

*Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, direction générale de l'aménagement du territoire, DCTI, ☎ 022 546 73 13.*

---

## **Appels d'offres de l'Etat soumis à des critères de développement durable**

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté visant à intégrer les critères de développement durable dans les appels d'offres de l'Etat qui concernent les fournitures. Ces critères s'appliqueront aux appels d'offres publics et sur invitation. L'objectif est de consolider la politique d'achats durables que la centrale commune d'achats de l'Etat s'emploie à mettre en œuvre depuis plusieurs années. Cette décision s'inscrit dans le cadre de la volonté exprimée par le Conseil d'Etat de jouer un rôle exemplaire dans l'économie des ressources, dans la protection de l'environnement et dans la promotion d'initiatives locales favorables au développement durable.

Les marchés seront attribués aux fournisseurs qui s'engagent à respecter les principes du développement durable et dont les sous-traitants s'engagent également dans ce sens. Le processus d'appel d'offre privilégiera les fournisseurs et sous-traitants qui démontrent qu'ils ont entrepris des actions favorisant le respect de critères sociaux ou environnementaux. Les garanties de ces actions devront être vérifiables. Les produits fabriqués dans le respect de ces mêmes critères sociaux et environnementaux seront également privilégiés. En fonction du marché et de ses spécificités, des labels internationaux reconnus seront exigés. De même, la politique d'achats privilégiera les produits issus du commerce équitable.



La centrale commune d'achats (département des finances) est chargée d'appliquer ces décisions et de mettre en place une surveillance permanente de l'évolution des critères relatifs au développement durable. La détermination des critères pertinents s'effectuera en collaboration avec le service cantonal du développement durable (département des affaires régionales, de l'économie et de la santé) et le service de management environnemental (département de la sécurité, de la police et de l'environnement).

*Pour toute information complémentaire : Mme Alicia Calpe, directrice de la centrale commune d'achats, DF, ☎ 022 546 06 01.*

---

### **Adoption du contrat de prestations 2011-2014 avec la Société des mouettes genevoises**

Le Conseil d'Etat a adopté le contrat de prestations avec la Société des mouettes genevoises navigation SA (SMGN) pour les années 2011-2014. Les montants alloués par l'Etat permettront à la SMGN de poursuivre l'exploitation des lignes de transports publics lacustres en conformité avec le [plan directeur des transports collectifs 2011-2014](#). Ce contrat de prestations quadriannuel, qui fait suite aux contrats de prestations annuels mis en œuvre depuis 2001, sera soumis au Grand Conseil pour approbation.

Les questions de politique salariale et de suivi de l'exploitation ayant été traitées par la SMGN conformément aux attentes de l'Etat, ce nouveau contrat s'inscrit dans la suite de celui de 2010. Il fixe la subvention étatique entre 2,335 millions de francs (2011) et 2,382 millions de francs (2014).

La croissance de la fréquentation des mouettes observée ces dernières années doit se poursuivre d'ici 2014. Un nouveau système électronique de comptage embarqué, couplé à un appareillage de géo-positionnement (GPS) permettant de suivre tant la progression des bateaux que le respect des horaires, favorisera un suivi chiffré de la fréquentation et de la qualité de la prestation de transport.

Les mouettes genevoises, qui circulent toute l'année, représentent une alternative intéressante aux véhicules privés pour se rendre d'une rive à l'autre. Depuis la mise en service, en juillet dernier, du nouveau débarcadère de Châteaubriand en remplacement de celui de la Perle du Lac (voir [FAO du 2 août 2010](#)), la desserte des quartiers urbanisés et les correspondances avec la ligne de bus 1 des TPG ont été améliorées.

*Pour toute information complémentaire : M. Fabrice Etienne, chef de service, direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 54678 38.*

---

### **Sujets cantonaux soumis au scrutin populaire le 13 février 2011**

Le Conseil d'Etat a arrêté les objets cantonaux suivants, soumis au vote populaire le 13 février 2011 :

- [la loi modifiant la loi de procédure fiscale \(Amnistie fiscale cantonale\) \(LPFisc\), du 23 septembre 2010 \(D 3 17 – 10657\) ;](#)
- [la loi modifiant la loi générale sur le logement et la protection des locataires \(LGL\), du 14 octobre 2010 \(I 4 05 – 10330\) ;](#)

Le même jour, le Conseil fédéral soumettra au vote populaire l'objet suivant :

- [l'initiative populaire « Pour la protection face à la violence des armes ».](#)

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 20 décembre 2010, avant midi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

### **Nouvelle conseillère municipale dans la commune de Confignon**



Le Conseil d'Etat a proclamé Mme **Antoinette Hofer** élue sans scrutin à la fonction de conseillère municipale de la commune de Confignon.

Elle remplace M. Alpha Ayande, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste « Voix de gauche ».



*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

# Nominations

---

## **Nouveau membre du conseil d'administration des Services industriels de Genève**

Sur proposition du Grand Conseil, le Conseil d'Etat a nommé M. **Carlos Saraiva Medeiros** en qualité de représentant du Mouvement citoyens genevois (MCG) au sein du conseil d'administration des Services industriels de Genève (SIG).

M. Saraiva Medeiros remplace ainsi M. Eric Stauffer, révoqué par le Conseil d'Etat le 2 mars 2009 (voir [communiqué](#)), à l'issue d'une procédure administrative ouverte le 29 octobre 2008 (voir [point de presse](#)). Par arrêt du 18 octobre 2010, le Tribunal fédéral a en effet rejeté le recours de M. Stauffer contre l'[arrêt du Tribunal administratif du 19 janvier 2010](#) confirmant sa révocation en tant que membre du conseil d'administration des SIG.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
8 novembre 11 heures	Transports publics : améliorations des prestations dès le 12 décembre 2010	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DIM	Caroline Dallèves ☎ 022 546 76 18
11 novembre dès 8h15 (journée entière)	10 <sup>e</sup> Journée du logement	Uptown Geneva 2, rue de la Servette	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24
23 novembre 12h30	Projet d'agglomération: point de situation du comité de pilotage	Salle de conférence du 9 <sup>e</sup> étage DCTI, 5, rue David Dufour	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08
26 novembre 17h00	Vernissage du livre du Projet d'agglomération « Genève agglo 2030, un projet pour dépasser les frontières »	Librairie et brasserie des Halles de l'Île	DCTI	Marie Caruso (Projet d'agglomération) ☎ +33 (0)450 04 54 08
30 novembre 10h00	Annonce de la sortie du prochain volume des monuments d'art et d'histoire	Palais de l'Athénée 2, rue de l'Athénée	DCTI	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24